

# Juste Terre!

n°114 - JANVIER 2015

[www.entraide.be](http://www.entraide.be)

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

En Haïti, à Madagascar, au Burundi, les paysans et les associations locales qui les regroupent mettent en place des solutions aux crises multiples que traversent leurs pays. Engagées dans l'économie sociale, des projets agroécologiques, des coopératives ou des initiatives en faveur de la paix, ces associations prouvent tous les jours la capacité de résistance et la créativité des populations démunies et font mentir l'idée reçue selon laquelle il n'y a pas d'autres voies que la croissance et le business comme réponse au défi du développement !



## Edito

### Le droit de penser autrement...

En Haïti et à Madagascar, deux pays parmi les plus pauvres de la planète, **la faim et la malnutrition touchent une part impressionnante de la population, en particulier dans les campagnes.** Face à ce drame quotidien et à la déglincée socioéconomique généralisée, **la réponse** des gouvernements locaux est identique et **se résume en deux concepts : austérité budgétaire et libéralisation de l'économie.**

En Haïti, le président Martelly a déclaré le pays « open for business », misant sur le développement de zones franches pour créer de l'emploi. Même recette à Madagascar où le nouveau président Rajaonarimampianina brade des terres arables au profit d'entreprises asiatiques.

Dans les deux pays, **ce pari s'avère perdant sur toute la ligne :** un nombre infime d'emplois a été réellement créé, mais **d'importantes surfaces agricoles ont été arrachées aux paysans, accentuant encore leur vulnérabilité.** C'est que, clairement, on ne compte pas sur la paysannerie dans ces plans de développement.

Mais les paysans haïtiens et malgaches ne veulent pas disparaître ! Ils ne se résignent pas à un avenir où ils ne seraient plus que de la force de travail bon marché pour des entreprises capitalistes étrangères sous-traitant une production à peu de valeur ajoutée. **D'innombrables associations paysannes développent un autre projet basé sur l'agroécologie, laquelle permet de nourrir la population tout en dopant l'emploi et en préservant l'environnement.**

En cette année 2015 qui débute, **avec nos partenaires et grâce à votre soutien, nous revendiquons** le droit de soutenir cette voie alternative, le droit d'affirmer qu'un autre monde est possible, **le droit de penser autrement !**

Bonne année !

■ **François Letocart**  
chargé de communication



Pour que la Terre tourne plus **JUSTE !**

# Haïti : une mobilisation qui porte ses fruits

Cinq ans déjà qu'un effroyable tremblement de terre ravageait Haïti. Cinq ans après, on n'en finit toujours pas de mesurer l'étendue du séisme social qui a suivi le séisme naturel. Pour les cinq partenaires haïtiens d'Entraide et Fraternité, il n'est pourtant pas question de baisser les bras. Adeptes d'un projet de développement rural basé sur l'agroécologie, ils partagent la conviction qu'une des voies du redressement d'Haïti passe par les campagnes et l'agriculture.

## Séisme social

Cinq ans déjà qu'un effroyable tremblement de terre ravageait Haïti. Le bilan immédiat de la catastrophe est hélas aujourd'hui bien connu : 250 000 morts, 300 000 blessés, 1,2 million de sans-abri, des milliers de logements détruits ainsi que nombre de bâtiments publics anéantis.

Pourtant, cinq ans après, **on n'en finit toujours pas de mesurer l'étendue du séisme social qui a suivi le séisme naturel**. Des chercheurs haïtiens et internationaux ont dressé, en 2014, un état des lieux de la situation en interrogeant des milliers de ménages et en comparant leurs résultats avec des enquêtes socioéconomiques

similaires datant de 2007. Le constat est accablant : les revenus moyens des Haïtiens ont baissé de plus de 50 %, le nombre de jeunes en âge d'étudier, qui sont obligés de travailler, a augmenté et les inégalités sociales ont explosé... **La vulnérabilité de milliers de ménages s'est considérablement aggravée**, laissant une population encore plus fragile face à de nouveaux désastres, notamment les cyclones fréquents dans cette région.

**Pour ne rien arranger, le contexte politique reste houleux** et les deux dernières années ont été marquées par **une situation de plus en plus explosive**, le pouvoir en place et l'opposition s'affrontant pour contrôler le processus électoral prévu en 2014, mais qui n'a toujours pas eu lieu !



## Une agriculture délaissée

Sur le plan économique, **l'augmentation continue du coût de la vie frappe les couches les plus vulnérables de la population**, dont la paysannerie qui représente 80% de la population.

Cette dernière ne fait l'objet d'aucune sollicitude de la part des pouvoirs publics qui préfèrent miser sur le développement de zones franches pour attirer des capitaux étrangers, et donc reste extrêmement fragile. Cyclones, sécheresses ont ainsi entraîné une baisse de la production, laquelle, combinée à la volatilité des prix des céréales sur les marchés étrangers, a entraîné **une hausse des produits alimentaires sur les marchés locaux, ce qui a fait ressurgir le spectre de la faim** dans le pays et, en particulier, dans le monde rural !

## Programme de reconstruction

Pour les cinq partenaires haïtiens d'Entraide et Fraternité, il n'est pourtant pas question de baisser les bras. Adeptes d'un projet de développement rural basé sur l'agroécologie, ils partagent la conviction que **la voie du redressement d'Haïti passe par les campagnes et l'agriculture**.

Dans la zone Nord, où sont concentrées leurs principales interventions, ces dernières ont résolument contribué à changer la vie de centaines de familles **en dopant la production agricole et en faisant reculer l'insécurité alimentaire**. Des coups de pouce, parfois légers mais qui, bien ciblés, peuvent faire la différence entre famine et survie. Ainsi, par exemple, le cheptel de nombreuses familles a été augmenté par le **prêt de cabris et de vaches**, ce qui a, en moyenne, augmenté d'au moins 20% la production agricole et d'élevage.

Des **distributions de semences** ont aussi été réalisées, ce qui a permis à des familles dans le dénuement absolu de mettre leurs parcelles en culture. **Des parcelles** ont été acquises et **cultivées en commun pour un meilleur partage des savoirs et des expériences**. Des **pépinières** ont été installées et des **entrepôts de stockage de semences et des récoltes** construits en de nombreux lieux afin de procurer l'infrastructure nécessaire au développement des activités agricoles familiales.

Mais les bâtimts et les intrants ne suffisent pas pour stimuler un secteur, il faut aussi répandre le savoir par tous les moyens. Dans ce but, des **formations** de tout

Dans les bidonvilles et quartiers populaires de Port-au-Prince, on cultive dans le moindre espace disponible. Une alternative pour faire face aux prix exorbitants du marché.



type ont été dispensées. Par exemple, des formations en gestion et protection de l'environnement ont eu lieu, à Limonade, pour des jeunes volontaires et des membres des organisations partenaires en vue d'optimiser les chances de réussite des actions de reboisement. D'autres formations, adressées particulièrement aux femmes, avaient pour thème la gestion d'une micro-entreprise.

**A Port-au-Prince** aussi, la capitale, nos partenaires mobilisent les forces vives. Ici **un maître-mot : agriculture urbaine !**

Dans le quartier populaire de Portail Saint-Joseph, limitrophe à la célèbre Cité Soleil, l'association PAPDA a accompagné un groupe de 35 jeunes, pour leur apprendre la maîtrise des techniques agricoles de base. Avec des séances de formation, la **mise en place de pépinières** et l'accompagnement des familles au sein même de leur foyer, PAPDA a permis à ces dernières de faire face à une situation de pénurie alimentaire chronique en cultivant

elles-mêmes **des produits maraîchers dans des seaux, des pneus et des marmites posés dans les cours ou sur les toits de habitations**. Cette activité a permis aux familles de faire de très bonnes économies en produisant des cultures qu'elles achetaient au marché à des prix exorbitants.

Ainsi, même si ces interventions restent limitées face à un océan de besoins, elles servent de témoins et de preuves que **la situation peut changer car des solutions existent bel et bien**.

**Face à l'adversité, Haïti se retrouve les manches.** La diminution de l'aide d'urgence, une fois l'émotion internationale retombée, a suscité un regain de mobilisation et de concertation des forces paysannes et communautaires qui prennent conscience de leur capacité à prendre leur destin en main. **A nous de soutenir leur résistance.**

■ **François Letocart**, chargé de communication avec **Claude Mormont**, chargé de projets Haïti

La PAPDA organise des formations à la protection de l'environnement et à la gestion.



## L'agroécologie

L'agroécologie, c'est d'abord un ensemble de pratiques agricoles qui « imitent » la nature et qui, par conséquent, sont plus respectueuses des écosystèmes. Par exemple, en associant différentes plantes dans son champ, on va pouvoir se passer de pesticides, car il existe des espèces qui se protègent mutuellement et naturellement contre les maladies et les parasites. Ou encore : en combinant élevage et agriculture, on va limiter l'apport d'engrais artificiels... L'agroécologie, c'est donc utiliser un certain nombre de processus

naturels pour produire mieux et plus, avec un minimum d'intrants extérieurs !

L'agroécologie a également une dimension sociale, voire éthique, importante : elle donne du travail aux paysans, elle nourrit sainement les consommateurs, elle considère le respect de la terre nourricière et de la souveraineté alimentaire des populations sur leurs territoires comme les bases essentielles à toute société équilibrée et durable.

# Madagascar : nouvelles initiatives paysannes en agroécologie

A Madagascar, dans les diocèses de Fenerive Est et d'Antsirabe, Entraide et Fraternité appuie un programme cofinancé par la Direction générale Coopération au développement (DGD). Il s'adresse à 3029 ménages agricoles regroupés dans 232 organisations paysannes actives dans différentes filières (pomme de terre, riziculture, élevage de porcs, aviculture, pisciculture, fruits, légumes, etc.). Il implique trois associations partenaires qui travaillent autour du même principe d'agroécologie.

Durant 6 ans, Entraide et Fraternité a mené des actions d'appui à l'agriculture paysanne à Madagascar. Le but était de soutenir les paysans dans leurs efforts pour devenir autosuffisants et de stimuler la diversification de l'alimentation pour combattre la malnutrition et la sous-alimentation, lesquelles touchent plus de 1/3 de la population.

Depuis juillet 2014, Entraide et Fraternité et ses partenaires malgaches ont décidé de faire un pas de plus en démarrant un nouveau programme mettant l'accent sur la promotion des pratiques agroécologiques. L'objectif est d'accroître l'autonomie des paysans sur les plans technique, matériel et financier, de renforcer leurs capacités à préserver leur patrimoine terre, à faire face aux perturbations climatiques et à défendre leurs droits auprès des décideurs politiques.

Dans les diocèses de Fenerive Est et d'Antsirabe, ce programme s'adresse à 3029 ménages agricoles regroupés dans 232 organisations paysannes actives

dans différentes filières (pomme de terre, riziculture, élevage de porcs, aviculture, pisciculture, fruits, légumes, etc.). Il implique la participation de trois associations partenaires : la Caritas diocésaine d'Antsirabe, qui réalise les activités du programme dans la région du Vakinankaratra, le Centre de promotion rurale Saint-Benoît chargé des activités dans le district de Fenerive Est (région d'Analanjirifo) et la Coalition paysanne de Madagascar, qui couvre les deux régions.

## Formation des leaders paysans

Un premier volet du projet a débuté par une formation à l'agroécologie adressée aux techniciens agricoles et paysans animateurs qui se chargeront de répercuter l'action dans les campagnes. Au total, 37 personnes, pour la plupart des volontaires, ont participé à cette formation, à Antsirabe, qui leur a permis d'acquérir des connaissances techniques et méthodologiques pour mieux accompagner les ménages bénéficiaires.



Des paysans fragilisés par la pauvreté



Les paysans reçoivent des outils pour cultiver.

Ensuite, les trois associations partenaires du programme se sont retrouvées à Antananarivo, du 7 au 9 septembre 2014 pour un **atelier d'échanges et de formation** organisé par Entraide et Fraternité. Elles ont pu y échanger leurs visions par rapport à l'approche agroécologique et sa déclinaison dans leurs pratiques, faire le point sur les actions déjà menées et établir un plan d'action commun. Les associations sont particulièrement enthousiastes à l'idée de soutenir et de valoriser des pratiques agricoles souvent méconnues ou tombées en désuétude.

Dans la foulée, l'installation des **pépinières villageoises** dans les deux régions a été lancée. De même, des activités de reboisement et la promotion des arbres fruitiers ont démarré. Enfin, le programme prévoit aussi bientôt la promotion, auprès des paysans, des races locales pour l'élevage, des activités de formation et d'échanges d'expériences et l'interpellation des décideurs politiques pour défendre l'accès des paysans à la terre.

#### Installation des sites de démonstration

Une des approches adoptées par le programme est la **mise en place des parcelles agroécologiques où les paysans pourraient observer différentes pratiques afin de les reproduire dans leurs propres parcelles.**

Une première parcelle a été installée, dans le district de Soanindrariny, par Caritas-Antsirabe. Elle va démontrer que la gestion durable d'une exploitation est possible et que **des techniques d'association et de rotation des cultures permettent d'augmenter la production tout en protégeant naturellement les plantes des parasites et des maladies.** De même, un projet d'agroforesterie combinant exploitation forestière et agriculture sera mis en place bientôt.

#### Accompagnement des paysans

Enfin, dernier volet de ce programme, le centre de promotion rurale Saint-Benoît a démarré son projet de **formation technique des paysans et d'accompagnement dans la mise en pratique.** La technique de la riziculture intensive associée à la pisciculture, la rotation des cultures, la culture sur couverture végétale permanente, le lombricompostage<sup>1</sup> y seront enseignées. Autant de pratiques qui, pour les paysans, seront synonymes **d'amélioration concrète de leurs conditions de vie en faisant reculer la faim et la malnutrition.**

■ **Redempta Mukantagara**  
chargée de projets Madagascar  
avec **François Letocart**

<sup>1</sup> Le lombricompostage ou vermicompostage est une méthode écologique de valorisation de déchets biodégradables par leur transformation en engrais naturel, effectuée par des vers de compost.

# Madagascar, une somme de défis !

Madagascar sort à peine d'une longue crise politique ayant fragilisé les principaux secteurs de développement. **Le pays doit faire face à d'énormes défis pour le redressement économique et la reconstruction du tissu social.** Avec une population de **22,29 millions d'habitants dont 92 % vit avec moins de deux dollars par jour**, le pays récolte un très faible indice de développement humain (0,498 en 2013), ce qui le place au 155<sup>ème</sup> rang mondial. Madagascar comporte une population jeune, souvent sans emploi, qui bien souvent va tenter sa chance en ville accentuant l'exode rural et alimentant un secteur économique informel en pleine croissance.

La plus grande partie de la population paysanne est composée de **petits paysans, fragilisés par l'instabilité politique et la pauvreté.** L'île enregistre des catastrophes naturelles récurrentes qui affectent fortement le secteur agricole. Celui-ci occupe près de **80 % de la population** et contribue au produit intérieur brut à hauteur de 27 %. **L'agriculture reçoit peu de soutien alors que l'importation des denrées alimentaires, en particulier le riz, aliment de base, ne cesse d'augmenter.**

**Le renforcement de la société civile malgache est primordial** pour répondre aux attentes des couches défavorisées de la population. Entraide et Fraternité soutient les partenaires qui interviennent dans les contrées les plus reculées ne bénéficiant d'aucun ou de très peu de programmes d'appui.



Formé par le Centre Saint-Benoît, Christin est un paysan innovant qui pratique la riziculture avec poissons, canards et vers de terre.



## Interview : Pascasie Kana

# Au Burundi, les prémices d'un printemps africain ?

« Blaise dégage ! » était le cri des opposants burkinabés à l'attention du président Compaoré, lequel voulait modifier la Constitution afin de pouvoir encore se représenter aux élections après 27 ans de pouvoir ininterrompu. À l'autre bout de l'Afrique, au Burundi, les manœuvres similaires du président Pierre (Pita) Nkurunziza pourraient bien lui valoir un « Pita dégage ! » de la part de sa population. Rencontre avec Pascasie Kana, dynamique responsable de l'Organisation d'appui à l'autopromotion (OAP), de passage à Bruxelles, en novembre dernier.

La tension commence à monter au bord du lac Tanganyka à l'approche des prochaines présidentielles de 2015. D'un côté, un pouvoir qui repose sur un noyautage de la société et des militants parfois armés, prêts à tout pour défendre leurs intérêts partisans ; de l'autre, une opposition divisée mais revancharde, surtout depuis qu'elle a été privée de toute représentation parlementaire suite à son boycott des élections de 2010.

Dans ce contexte, il est impératif de renoncer à la violence et de prôner le dialogue dans l'intérêt des populations civiles. Une option de bon sens que défendent fermement la société civile et notre partenaire à Bujumbura, l'OAP.

**Juste Terre ! :** Pascasie, voici le Burundi déjà en période pré-électorale. Il y a quatre ans les tensions avaient été vives. Comment cela se passe-t-il aujourd'hui ?

**Pascasie Kana :** Le contexte actuel est tout aussi tendu. Le président briguerait un 3<sup>ème</sup> mandat consécutif, ce qui impliquerait une révision de la Constitution. Ceci est difficilement acceptable pour l'opposition, la société civile et la communauté internationale. Mais, pour le moment, le principal intéressé se garde bien de se prononcer sur ses intentions. Chaque fois qu'on lui pose la question sur une éventuelle nouvelle candidature, il botte en touche et affirme attendre que son parti l'investisse... Tout le pays est donc suspendu à la décision de ce parti et bien conscient des risques qu'un scénario de réélection



impliquerait. En effet, dans ce cas de figure et face à des soutiens défaillants, y compris au sein de ses propres partisans, il est probable que le président serait tenté par un durcissement de son pouvoir ! Le problème, c'est que des personnages comme P. Nkurunziza, ancien rebelle, sont habitués à prendre des risques !

**Juste Terre !: La révolte au Burkina et la transition relativement pacifique qu'elle a engendrée laissent rêveur. Ces événements ne pourraient-ils pas avoir des répercussions au Burundi, au cas où le président serait tenté de se maintenir coûte que coûte au pouvoir ?**

**Pascalie Kana :** Au Burundi, il y a un contexte de peur plus important qu'au Burkina. Bien sûr, quelques acteurs de la société civile pourraient réagir et protester, mais il n'y aurait probablement pas de soulèvement populaire aussi important qu'au Burkina. Ce serait plus restreint et cantonné au monde urbain, alors que l'essentiel de la population vit en zone rurale.

**Juste Terre !: Comment les tensions se font-elles concrètement ressentir ?**

**Pascalie Kana :** Les tensions politiques sont étroitement mêlées à un climat d'insécurité générale : vols, enlèvements, assassinats... Cette situation est encore accentuée par le retour au pays de jeunes qui avaient été recrutés et envoyés au Congo dans différentes guérillas. Ces jeunes miliciens, une fois revenus, se regroupent dans certaines provinces, dans des forêts et commettent de nombreux méfaits pour se ravitailler... au point que les ambassades occidentales donnent maintenant des consignes de sécurité très strictes à leurs ressortissants.

**Juste Terre !: Sur le plan de la sécurité, le bilan présidentiel est donc faible ?**

**Pascalie Kana :** En effet, la situation sécuritaire s'est dégradée et on continue de maltraiter les opposants. En revanche, certaines avancées ont été faites en direction de la gratuité de l'éducation et de la santé, même s'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir.

**Juste Terre !: Comment l'OAP évolue-t-elle dans ce contexte d'insécurité ? Devez-vous repenser vos interventions et adapter votre manière de travailler ?**

**Pascalie Kana :** Nous sommes habitués à l'insécurité et à la violence que nous connaissons depuis longtemps. Mais la différence, c'est qu'il y a quelques années, c'était une situation de guerre : les dangers, les menaces étaient plus prévisibles. Actuellement, on ne sait plus vraiment d'où peuvent provenir les problèmes, ni sur qui réellement compter ! « Avec qui puis-je collaborer ? » est la question qu'on se pose tous les jours. Avant, il y avait la rébellion, il y avait la population..., les choses étaient claires. Aujourd'hui, on ne sait plus qui fait quoi ! Nous procédons donc par des contacts réguliers avec les communautés en qui nous avons confiance, ou alors ce sont des communautés elles-mêmes qui viennent nous chercher. La force de l'OAP reste donc d'être intégrée concrètement dans la population. Les gens connaissent nos membres et nos relais et nous, nous connaissons les communautés.



IL EST IMPÉRATIF DE RENONCER À LA VIOLENCE ET DE PRÔNER LE DIALOGUE DANS L'INTÉRÊT DES POPULATIONS CIVILES.





L'OAP ORGANISE DES RENCONTRES  
ENTRE DES ÉLUS ET DES PAYSANS  
POUR AMORCER UN DIALOGUE SUR  
LES PROBLÈMES CONCRETS DES  
COMMUNAUTÉS.



**Juste Terre !: Quelles sont les nouveautés dans le programme souveraineté alimentaire et les différents projets soutenus par Entraide et Fraternité et cofinancé par la Direction générale Coopération au développement (DGD) ?**

**Pascalie Kana :** Nous avons construit de nouveaux hangars pour le stockage des récoltes et, dans une commune rurale, nous avons également créé un centre de transformation du blé et du maïs en farine.

Ensuite, nous avons développé des « synergies thématiques » entre les nombreuses organisations qui se sont intégrées dans le programme. On regroupe, par exemple, les associations qui font de la pomme de terre ou des légumes ou qui produisent des semences. Cela signifie que les gens vont comparer leurs savoir-faire et harmoniser leurs pratiques agricoles. Ils vont venir au même centre de transformation et, parfois même, ils vont partager et exploiter un champ en commun alors qu'ils sont issus de communes différentes.

Enfin, une de nos grandes fiertés, ce sont les nouveaux « champs écoles » créés dans plusieurs communes, que les gens peuvent visiter et imiter chez eux. Nous avons même réussi à créer une synergie « eau et agriculture », c'est-à-dire que ces champs-écoles financés par le

programme souveraineté alimentaire sont approvisionnés en eau potable fournie par un autre partenaire. Nous sommes parvenus à convaincre que, sans eau potable, il n'y avait pas de souveraineté alimentaire !

**Juste Terre !: Le défi numéro un au Burundi reste bien le défi de la démocratisation... Quels sont vos projets sur le plan de la citoyenneté ?**

**Pascalie Kana :** L'OAP mène un programme sur la gouvernance que nous appelons aussi programme pour la citoyenneté responsable. Par exemple, nous organisons des réunions de sensibilisation pour éveiller l'intérêt de la population sur les enjeux politiques. Nous organisons aussi des rencontres entre les élus et la population durant lesquelles nous tentons d'amorcer un dialogue sur différents problèmes concrets ayant trait au politique. En effet, nos analyses et nos recherches dans la province de Bujumbura rural montrent que les conflits sont avant tout d'ordre politique. Dans d'autres régions, c'est surtout la terre qui est en jeu mais, ici, la question du partage du pouvoir, depuis le niveau communal jusqu'au niveau national, est cruciale. Ce sont différentes factions qui se disputent le pouvoir... et le gâteau ! Ce n'est pas une lutte pour la justice sociale, mais bien « pour le ventre ». Et tout cela passe bien avant le conflit ethnique...



La force de l'OAP est de travailler de concert avec les communautés.

## PASCASIE KANA



UNE DE NOS GRANDES FIERTÉS,  
CE SONT LES NOUVEAUX « CHAMPS  
ÉCOLES » CRÉÉS DANS PLUSIEURS  
COMMUNES, QUE LES GENS PEUVENT  
VISITER ET IMITER CHEZ EUX.



**Juste Terre !:** Précisément, sur ce point, la question ethnique est-elle encore fort présente ?

**Pascasie Kana :** On ne peut pas dire qu'elle n'existe pas, mais elle est au second plan... Ce qui préoccupe les gens, c'est la gouvernance, la sécurité... Par exemple, nous allons, avec l'OAP, organiser une grande réunion avec des parlementaires, des élus, le gouverneur de la province et les communautés. Les populations pourront y dire ce qu'elles n'apprécient pas dans la gestion de leur commune et nous prendrons note. Ce sera un exercice de démocratie de base.

**Juste Terre !:** Ce genre d'initiatives, cela n'est pas nécessairement bien vu par tout le monde ?

**Pascasie Kana :** Bien sûr, mais il faut bien que quelqu'un s'engage ! De plus, la méthodologie que nous utilisons nous permet de garder une position neutre. Nous favorisons juste la rencontre... Ce n'est pas l'OAP qui mène le débat, nous sommes des facilitateurs.

**Juste Terre !:** Difficile de rester neutre et apolitique dans un contexte pareil ? Difficile de garder l'intérêt des populations dans la ligne de mire ?

**Pascasie Kana :** Oui, mais nous savons qui nous sommes et ce que nous voulons ! Nous nous créons régulièrement

des espaces internes de réflexion pour cela. Par exemple, des retraites et des mises au vert. Récemment, pendant deux jours, nous nous sommes assis ensemble et nous nous sommes posé les questions suivantes : qui nous aime ? Qui ne nous aime pas ? Qui sommes-nous ? Comment rester ce que nous sommes ?

Parmi les éléments de réponse, notre conviction se renforce que nous devons rester en contact avec la population. Même si, de temps en temps, il faut bien s'asseoir aux réunions politiques pour montrer que nous sommes là...

**Juste Terre !:** Finalement, l'OAP ne fait-elle pas de la politique au sens premier du terme ?

**Pascasie Kana :** C'est ma conviction profonde : tous les changements qui seront réalisés dans ce pays le seront par les populations et soutenus par la société civile. Les politiques ne feront qu'entériner ce qui est déjà en marche. Nous, on ne fait pas de politique politicienne avec de la propagande, etc., mais de la politique dans son sens originel, c'est-à-dire de l'organisation sociale et des petits coups de pouce. Et c'est bien plus efficace pour les gens que les programmes les plus ambitieux !

Propos recueillis par  
■ François Letocart

**Juste Terre !** Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Vivre Ensemble Education asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | [entraide@entraide.be](mailto:entraide@entraide.be) | [www.entraide.be](http://www.entraide.be) | [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Simonazzi | Maquette et impression Unijep | Photos Entraide et Fraternité

Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de  
LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT



Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.

Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci